

Comité Technique du 17 Octobre 2014

Tours, le 17 octobre 2014

Monsieur le Président,

Lors de ce comité technique, vous allez nous informer sur les réalisations de plusieurs projets de fusions que votre prédécesseur nous a présenté il y a déjà plusieurs mois.

Sur les fiches techniques adressées aux organisations syndicales, vous précisez que la direction départementale des finances publiques d'Indre-et-Loire s'est engagée dans une démarche de restructuration de son réseau territorial, visant à adapter son organisation et ses méthodes de travail afin d'en optimiser et d'en sécuriser le fonctionnement, en rendant le meilleur service à ses usagers et partenaires.

Les agents des services concernés que nous avons contactés ne voient pas ces projets comme des avancées permettant d'améliorer la qualité du service qui sera rendu aux usagers. Ces fusions apparaissent comme des solutions que vous avez trouvées pour masquer l'actuelle pénurie d'agents et faire face aux futures suppressions d'emplois que vous avez déjà intégrées.

Tous les agents ont le sentiment que leurs avis vous importent peu. Ainsi, les agents des SIE de Tours Nord et Ouest et ceux des trésoreries de Richelieu et l'Île Bouchard n'ont jamais été invités à débattre de leurs futures conditions de travail. Aucun plan ou schéma d'organisation ne leur a été présenté.

Les agents des cellules CSP de Tours n'ont été invités à se réunir qu'hier après-midi.

Enfin, pour la fusion des SIP de Tours Nord et Ouest, les quelques réunions (2 ou 3) ont surtout concernées les contrôleurs des 4 secteurs existants. Une seule réunion s'est tenue en présence de tous les agents.

Alors que ces projets devraient se faire dans une totale transparence, il apparaît que la Direction n'a pas eu, maladroitement ou délibérément, cette volonté.

Ainsi, à titre d'exemple, alors que comme vous l'avez précisé lors de notre rencontre du 4 octobre et lors du dernier CHS-CT, les fusions doivent se faire à « iso-organisation », le projet de création du SIP Napoléon (le nom choisit ne plait pas aux agents) a été cause de bien des incompréhensions par les agents.

Comment peut-on lors d'une réunion évoquer une fusion avec 3 secteurs puis lors d'une autre, présenter un projet avec 2 secteurs alors qu'officiellement 4 secteurs seront créés ?

Qui les agents doivent-ils croire ? Le Directeur départemental avec son projet à 4 secteurs ? Le directeur du pôle fiscal avec son projet à 2 secteurs ou le chef de service avec son projet à 3 secteurs ?

Les quelques réunions qui se sont tenues n'ont pas permis un échange d'idées et une discussion ouverte. Tous ont compris que le futur SIP fonctionnera à plus ou moins court terme avec 2 secteurs.

Beaucoup ne veulent plus participer à des pseudos réunions de discussion et laisse la Direction seule responsable des fusions qui seront réalisées.

En agissant de la sorte, vous avez perdu l'acceptation de ces fusions par quelques agents et obtenu un rejet par la majorité d'entre eux.

Ces projets ne peuvent occulter que le problème principal de notre administration est le manque d'agents. Ainsi, à cause de ces sous-effectifs, les trésoreries du sud du département comme Ligueil ou Descartes sont en grande souffrance, la mise à jour des bases taxables des locaux à usage commercial concernés par la révision des valeurs locatives ne sera pas terminée dans les délais ou les services des publicités foncières connaîtront toujours des retards importants dans la publication des actes. Les exemples auraient pu être multipliés. A ce sujet, les agents de la trésorerie de Tours Municipale vous ont récemment adressé un courrier pour vous alerter de leur situation.

Monsieur le Président, nous vous demandons donc de bien prendre la mesure des problèmes que connaît la Direction que vous découvrez depuis le 1^{er} octobre dernier.

Il est un seul constat qui s'impose à nous, agents de la DDFIP 37 : centralisation des missions, spécialisations, transferts, diminutions des plages horaires de réception du public, restrictions budgétaires, ces réorganisations déstabilisent nos savoirs, font perdre la confiance du public, tout comme les agents de la DDFIP perdent confiance en leur administration.

Les élus CGT au CTL